

"Plus que jamais, l'Europe" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (24 mars 1955)

Légende: Le 24 mars 1955, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung souligne la nécessité de poursuivre l'unification européenne comme seul moyen de construire l'avenir.

Source: Documents. Revue mensuelle des questions allemandes. Mai 1955, n° 5. Strasbourg. "Plus que jamais, l'Europe", auteur:Härlin, Peter , p. 579-582.

Copyright: (c) Documents

URL:

http://www.cvce.eu/obj/plus_que_jamais_l_europe_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_24_mars_1955-fr-50501e0a-a13d-4doc-8ddc-c5e6374aa641.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Plus que jamais, l'Europe

par Peter HÄRLIN

Si l'on veut passer pour réaliste, on n'aime plus guère parler d'Europe unie ou d'Europe à unifier. Pourtant, en termes de réalisme, peut-on dire qu'il ait germé sur le continent occidental une autre idée jouissant d'une aussi grande force d'attraction que la conviction de la nécessité urgente d'unir ce qui reste encore de l'Europe?

Quels sont ceux que cette idée a le plus enthousiasmés dans les divers pays? Quels sont-ils, sinon les jeunes: cette génération désœuvrée qui est en général insensible à toute forme d'enthousiasme — en dehors du football — et qui a le sentiment obscur que, dans un passé récent, on ne s'est tourné vers la jeunesse que pour l'associer à la réalisation d'objectifs entachés d'erreur; ces jeunes qui n'ont, avec raison, qu'une admiration limitée pour ce que nous, les anciens, avons fait en Europe et pour ce que nous avons fait de l'Europe; ces jeunes auxquels nous sommes censés préparer un avenir meilleur en nous dépensant jour et nuit à cette tâche. Lorsque ces jeunes revinrent du front et des camps, lorsqu'ils furent libérés de la peur quotidienne que leur avait valu la stupidité de leurs aînés, la plupart de ces jeunes ont vu dans l'idée d'une patrie européenne commune un signe lumineux d'espérance. Ces jeunes ont-ils changé d'avis depuis lors? Ou bien l'idée de l'Etat-nation, dont l'Europe retira jadis un si grand nombre de bienfaits, a-t-elle repris tant de force en Europe occidentale? Non, les jeunes n'ont pas changé d'avis. La conscience d'une commune appartenance, la conscience d'une dépendance réciproque sont devenues des évidences: à tel point qu'ils n'ont même plus besoin de colloques dépassant les frontières pour en parler. L'idée qu'il faut trouver à cette conscience un cadre politique et économique est certainement beaucoup plus répandue chez les jeunes, que la conviction que l'Europe aurait un avenir en maintenant ses frontières intérieures et en y montant la garde. Les gouvernants, "les gens de Strasbourg" et d'ailleurs n'ont rien réalisé. Il en résulte une grande déception, et pas seulement en Allemagne, bien qu'elle y soit plus profonde qu'ailleurs. Ceux qui en sourient, ceux qui tiennent l'idée européenne pour le passe-temps de gens assoiffés d'illusions, ne doivent pas oublier, s'ils veulent être réalistes, qu'ils brisent l'espérance des jeunes et aussi d'un grand nombre de moins jeunes: en échange, ils n'ont rien à offrir, rien que la sagesse à bon marché du scepticisme.

Si les dirigeants d'aujourd'hui sont quelque jour jugés sur leurs actions et leurs omissions, ils ne s'en tireront à bon compte en aucun pays d'Europe. Ils ont laissé passer l'occasion, ils ont laissé passer l'heure à laquelle il eût été aisé de changer le destin du continent occidental, ils ont laissé passer l'heure où cette tâche leur était proposée. Pareille chose se voit rarement dans l'histoire. Voici que le peuple le plus puissant de la terre, le rejeton de ces familles qui avaient quitté le continent avec amertume, ce peuple dont l'ascension politique fut jadis le fruit de la désunion de l'Europe, se déclare prêt à financer gratuitement l'unification de ce continent et à le protéger. Or, que s'est-il passé?

Les sommes gigantesques du Plan Marshall ont été très médiocrement utilisées, elles ont été versées dans les autres vieilles d'une douzaine d'économies nationales trop petites. Ces dollars auraient suffi pour surmonter la grave tension économique et sociale qui aurait pu résulter de l'unification depuis longtemps nécessaire. On le savait. On a pourtant fait ce qui est arrivé. Les fournisseurs de dollars ont regardé faire en hochant la tête. C'est mal les connaître que d'attendre d'eux qu'ils aient obligé l'Europe à s'engager contre sa volonté dans une voie salutaire. S'ils l'avaient fait, ils auraient agi à l'encontre de leurs convictions les plus chères sur la nature de la liberté.

Oublions les raisons pour lesquelles l'Europe a laissé passer sa chance; nous autres Allemands avons moins que tout autre de motif de nous scandaliser. Il faut pourtant faire état de deux de ces raisons, qui continuent à jouer: la puissance des intérêts nationaux et le rôle de l'Angleterre. Ces mêmes intérêts, qui partout où ils sont devenus trop puissants, ruinent un pays, ont jadis contribué à amener l'Europe à saisir sa chance. L'Angleterre a fait de même à sa manière. Ce peuple, admirable dans ses institutions et dans l'acharnement avec lequel il poursuit ses propres intérêts, n'a pas pour mission d'apporter le salut au continent. Il faudrait avoir perdu le sens pour espérer que le pays qui est le cœur du Commonwealth puisse adhérer fermement à une combinaison économique ou politique continentale. Mais si l'Angleterre avait fait effort, pendant les années décisives de l'après-guerre, pour assurer à la France le soutien et les garanties qui lui eussent fait

paraître supportable une union plus étroite avec l'Allemagne, les mesures décisives en vue de l'unification continentale eussent été possibles. L'Angleterre, fidèle à sa vieille tradition, ne voulait ni du bloc économique dont elle craint la concurrence, ni de la troisième force politique dont elle redoute une mise en question de sa position privilégiée auprès des Américains. Elle a fait en sous-main tout ce qu'elle a pu pour empêcher la formation de ce bloc économique ou de cette troisième force.

Si l'on avait pu, si l'on pouvait encore faire de l'Europe occidentale et de l'Europe centrale une unité économique étroite et solide et une association politique capable d'une activité commune en politique étrangère, la consolidation de la paix dans le monde serait en voie de réalisation; les pays de l'Europe occidentale seraient sur la seule voie qui peut les conduire à surmonter leur malaise intérieur et leurs hésitations devant l'avenir, malaise et doutes qui sont le produit de la décomposition des Etats nationaux dépassés et de l'ordre politique qu'ils représentaient.

On commence à percevoir que c'est de cela — et de nulle autre chose — qu'il s'agit. Cette conviction fait son chemin malgré les déboires de la politique européenne officielle. "La véritable carte à jouer au lendemain de la guerre par la France n'était pas de revendiquer un strapontin à la table des Grands pour y manger le "petit biscuit" que Sir Winston voulait bien lui donner. Elle aurait été de prendre la tête d'un mouvement d'unification européenne en donnant le plus rapidement possible leurs chances aux Allemands. Ceux-ci, purgés par une écrasante défaite de leur fol impérialisme, auraient été en état de constituer avec nous et quelques autres "petits" la troisième force dont le monde avait tant besoin alors et dont l'absence aujourd'hui se fait si cruellement sentir". Où peut-on lire ces lignes? Dans le numéro du 19 mars 1955 du *Monde*, journal assez indépendant pour dire publiquement ce que pensent tout bas beaucoup de Français, beaucoup de jeunes et beaucoup d'autres Européens.

Qu'on n'en revienne pas toujours aux opinions et aux scrupules d'hier. Il ne s'en dégagera aucune valeur pour laquelle il vaille la peine de vivre ou de mourir en Europe. Qu'on ne tire pas argument des fameuses "difficultés économiques insurmontables". Avec les mêmes arguments et les mêmes calculs que ceux dont se servent ceux qui veulent maintenir les choses en l'état où elles sont, on peut aisément prouver l'impossibilité d'une unification économique soit de la Bavière et de la Rhénanie, soit du Nord et du Sud de la France.

L'Europe vaut ce que vaut la force de ceux qui sont capables de tirer avec réalisme les conclusions du passé comme du présent, de ceux qui sont capables de changer leur manière de penser et qui ont le courage de se mettre en marche vers des objectifs sur lesquels on est au fond d'accord. Pour nous décider, ne suffit-il pas du nuage atomique terrifiant qu'un vent imprévu a fait dériver du désert du Nevada dans une direction inattendue? Faut-il que la terreur de la radioactivité — que non seulement la guerre, mais même un simple accident de fonctionnement ou une petite erreur de calcul peuvent chaque jour amener au-dessus de nos têtes — vienne nous obliger à travailler ensemble, non pas même pour préparer un avenir meilleur, mais tout simplement pour sauver nos vies dans l'immédiat?

(*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 24 mars)